

de partenaire palestinien pour un tel projet, ni le soutien des nations arabes, car cette solution ne résout pas le problème de l'entité palestinienne.

Nous avons également considéré l'établissement d'un État palestinien sous l'angle de notre propre sécurité... La réponse à la question « un État palestinien menace-t-il l'existence et la sécurité de l'État d'Israël » est non. Mais à condition qu'Israël ait des assurances quant à la nature de l'État palestinien, au processus de paix, aux frontières du compromis territorial et aux accords militaires sur le terrain (...).

En ce qui concerne l'État palestinien, nous pensons qu'il doit s'inscrire dans le cadre d'une confédération jordano-palestinienne, c'est-à-dire une structure politique, militaire et économique commune aux deux États : la Jordanie et la Palestine. Cette solution est le résultat de l'analyse des facteurs suivants :

- le facteur démographique : il risque de provoquer une instabilité si le peuple palestinien est divisé en deux parts presque égales entre deux États totalement indépendants, la Jordanie et la Palestine...
- le facteur de la sécurité : une structure politique, militaire et économique commune à la Jordanie et au peuple palestinien doit garantir la paix et l'application des accords de sécurité signés avec Israël...
- le facteur économique : un système économique commun à la Jordanie et à l'État palestinien doit être mis en place ; il devra également garantir des emplois aux réfugiés. (...)

Abraham TAMIR

Haaretz, 7 septembre 1989.

SHAMIR A FONDÉ L'ÉTAT PALESTINIEN AU CAIRE

Je ne peux donner aucune date précise car je ne suis pas prophète. Néanmoins, les choses commencent à devenir claires : le projet d'élections de Shamir commence

à prendre de l'ampleur et aboutira au bout du compte à l'État palestinien, même si c'est loin d'être l'intention du Premier ministre. Je pense également que cela ne mettra pas fin aux aspirations des Arabes d'Israël qui vivent des deux côtés de la ligne verte.

La voie qui mène à l'État palestinien sera jalonnée d'étapes au cours desquelles le Likoud et le Maarakh « se paieront la tête » de la population israélienne et mondiale, en laissant croire qu'ils resteront fidèles à leurs principes, tels qu'ils sont énoncés dans la plate-forme du gouvernement. (...)

Ils expliqueront aux Arabes et aux Américains qu'en fin de compte ils accepteront leurs conditions. Ils continueront à faire circuler dans la population israélienne des slogans encore plus extrémistes que jamais.

Cette rencontre au Caire sera la continuation de la guerre entre l'OLP et Israël... A la différence que cette fois, Israël laissera à l'OLP le devant de la scène sur les médias internationaux. Arafat ne fera pas partie de la délégation palestinienne, tout comme Shamir de la délégation israélienne, mais le leader palestinien résidera dans un hôtel du Caire — à proximité du lieu des négociations — d'où il dirigera la délégation palestinienne. Les images de la délégation palestinienne face à la délégation israélienne seront diffusées dans le monde entier, et presque tous les pays comprendront que la délégation palestinienne est là pour négocier un État palestinien alors qu'Israël livre un combat d'arrière-garde sur les conditions. (...)

Cette lutte aboutira sur le plan médiatique à l'échec total du plan Shamir, dont la prétention était autrefois de couper les liens entre les Arabes de Judée-Samarie et l'OLP de Tunis.

Une OLP unie se présentera devant une délégation israélienne confuse, soumise, qui n'aura ni plan ni objectif définis ; et face aux revendications palestiniennes, il y aura un non-plan israélien, fruit de l'ins-

piration du gouvernement de paralysie nationale du Likoud et du Maarakh.

Sous l'influence du *feed-back* des médias internationaux, la population israélienne tombera dans le désespoir et l'extrémisme. Les hommes du camp national ne voudront pas reconnaître qu'ils ont été idiots de faire confiance aux dirigeants du Likoud et à leur ligne ; ils préféreront penser : « *Il n'y a pas le choix, il faut renoncer.* » A moins qu'ils reprennent leur sempiternel slogan : si le Maarakh avait gouverné seul, ç'aurait été pire. D'autres risquent de commettre des actes extrémistes, qui ne vont pas de pair avec la démocratie.

Le Likoud connaîtra une grave crise, et des centaines de militants agiront publiquement et énergiquement pour mettre fin au processus qui sera déclenché. A gauche, l'illusion d'une paix proche poussera une frange de la population à faire pression sur le gouvernement qui, de toute manière, renoncera au bout du compte à presque tout, mais la cause est susceptible d'imposer un rythme beaucoup plus accéléré.

La Galilée et les villages du Triangle connaîtront un renouveau de l'action nationale arabe. Les contacts entre les dirigeants arabes israéliens et l'OLP se multiplieront et s'approfondiront. Il y aura de plus en plus de slogans en faveur de l'État palestinien, et une population de plus en plus large s'interrogera sur l'étape suivante de la lutte pour la libération de la Galilée, ou tout au moins pour l'octroi de l'autonomie et la création d'un lien entre les Arabes de Galilée et du Triangle et l'État palestinien.

En Judée-Samarie, l'illusion de pouvoir trouver des partenaires modérés s'évanouira. Le règlement de comptes entre les collaborateurs et l'État d'Israël s'amplifiera ; et parallèlement aux négociations, il y aura une plus grande pression extérieure sous forme de manifestations, publications extrémistes et actions destinées à réveiller l'opinion publique internationale.

Tout ce drôle de jeu des expulsés et des exilés n'a aucune signification si l'on parle d'une personne expulsée en 1982 ou d'un

réfugié de 1948 ou de 1967. Le véritable débat doit-il avoir lieu... avec les habitants de Judée-Samarie ou avec le peuple palestinien ?

C'est précisément la grande défaite de Shamir : il a essayé de dialoguer avec les habitants des territoires (moi aussi, je suis pour), et il va maintenant mener des négociations avec le peuple palestinien. C'est lui qui en est l'initiateur, alors qu'il ne vienne pas se plaindre !

(...) Ce scénario est valable à condition que le Likoud continue à participer au gouvernement d'union nationale. Dans ce cas, ce scénario est inévitable : plus Shamir et Arens exprimeront une position inflexible, plus le Maarakh se rapprochera des positions égyptiennes et américaines ; Arens et Shamir n'auront qu'à plier sous le poids de ces forces.

(...) Face à cette situation, Shamir n'a que deux options : la résignation ou la défaite du gouvernement.

Michaël EYTAN

Haolam Hazé, 20 septembre 1989.

LA TRANSFIGURATION DE RABIN

L'un des plus beaux compliments que l'on puisse faire à un homme politique expérimenté, qui a déjà derrière lui ses meilleures années d'activité, est qu'il peut encore surprendre par des positions et des décisions inattendues. On peut sans aucun doute faire cette semaine ce compliment au ministre de la Défense, Yitzhak Rabin. (...) Une chose sérieuse, presque dramatique, liée aux racines mêmes du problème palestinien, lui est arrivée, quelque part entre Washington, Jérusalem et le Caire.

Jusqu'à ce jour, nous ignorons le contenu de son tête-à-tête avec le secrétaire d'État James Baker, tout comme nous savons peu sur les discussions qui ont eu lieu entre Shamir et Rabin après le retour du ministre de la Défense de Washington. Pour des raisons évidentes, nous en savons tout aussi peu sur les conver-